

MUNICIPALITÉ DE LAC-DES-ÉCORCES
MRC D'ANTOINE-LABELLE
PROVINCE DE QUÉBEC
CANADA

RÈGLEMENT NUMÉRO 184-2014

ÉTABLISSANT LES TAUX DES TAXES ET LES TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER
2015 ET LES CONDITIONS DE LEUR PERCEPTION

- ATTENDU QUE la municipalité de Lac-des-Écorces a adopté son budget pour l'année financière 2015 qui prévoit des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent;
- ATTENDU QU' il est pertinent pour la Municipalité de se prévaloir des dispositions contenues aux articles 244.29 et suivantes de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) :
- ATTENDU QU' un avis de motion numéro 2014-11-5479 relatif au présent règlement a été donné par Gaétan Brunet à la séance ordinaire du Conseil tenue le 10 novembre 2014;
- ATTENDU QU' aucune copie du projet de règlement n'a été remise au membres du Conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente assemblée, la lecture dudit règlement est donc nécessaire avant son adoption;
- EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Normand Bernier et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le Conseil de la municipalité de Lac-des-Écorces adopte le règlement portant le numéro 184-2014, comme suit, à savoir :

Article 1 Préambule

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la Municipalité fixe différents taux de la taxe foncière générale sont celles déterminées par la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), à savoir :

- 1- Catégorie des immeubles non résidentiels :
- 2- Catégorie des immeubles industriels

Article 2 Année fiscale

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2015.

Article 3 Taxe foncière générale

Une taxe foncière générale est, par les présentes, imposée et sera prélevée sur tous les immeubles imposables de la municipalité selon leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation à un taux de :

0.87\$ par cent dollars de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 4 Taux particulier aux catégories d'immeubles non-résidentiels et industriels :

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels et industriels est fixé à la somme de :

0.241\$ par cent dollars de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur tous les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds et définis à la Loi.

Article 5 Enlèvement, disposition et récupération des ordures

Aux fins de financer le service d'enlèvement, de disposition et de récupération des déchets, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est le propriétaire, tel qu'établi ci-après :

167.00\$ par paire de bacs, soit un bac noir et un bac vert. Tous bacs excédentaires au nombre autorisé pour chaque immeuble en vertu du règlement concernant la cueillette des déchets et des matières recyclables (92-1994) seront facturés au propriétaire concerné.

Chaque unité d'évaluation comprenant un logement et plus pour laquelle le service est disponible doit obligatoirement être chargée pour au moins une paire de bacs par logement ou habitation.

Chaque unité d'évaluation comprenant un commerce et/ou industrie et plus pour laquelle le service est disponible doit obligatoirement être chargée pour au moins une paire de bacs par commerce et/ou industrie. Il peut obtenir d'autres paires de bacs par commerce et/ou industrie. Un maximum de deux paires de bacs est autorisé par commerce et/ou industrie.

Les bacs sont toujours disponibles par paire, soit un bac noir et un bac vert mais peuvent être disponibles à l'unité si la première paire ne suffit pas. Dans ce cas, le contribuable se verra facturer en conséquence.

Pour toute nouvelle inscription de logement, habitation, commerce ou industrie, les deux bacs seront facturés la même année au coût de revient de chaque bac. Ce montant sera exigible au complet la même année. À la demande des contribuables, un deuxième bac peut être livré selon les modalités suivantes :

Pour changer un petit bac vert pour un grand :	aucun frais
Pour remplacer un bac vert brisé :	aucun frais
Pour remplacer un bac vert volé :	coût de revient
Pour ajouter un deuxième bac vert :	coût de revient
Pour remplacer un bac noir brisé :	aucun frais
Pour remplacer un bac noir volé :	coût de revient
Pour un deuxième bac noir :	coût de revient

** Coût de revient : +/- 5\$ pour les variations de prix **

Article 6 Bacs bruns pour les matières organiques

Aux fins de financer l'achat et la distribution des nouveaux bacs bruns dont la cueillette se fera une fois aux deux semaines à partir du 1^{er} juillet 2015, il est imposé et sera exigé un tarif unique pour chaque logement résidentiel, soit tout immeuble de 5 logements ou moins, et chaque chalet situé sur le territoire de la municipalité, dont la compensation est établie ci-après :

20.00\$ par bac brun. Tous bacs excédentaires au nombre autorisé pour chaque immeuble en vertu du règlement concernant la cueillette des matières organiques seront facturés au propriétaire concerné.

Article 7 Aqueduc

Secteur Lac-des-Écorces

Aux fins de financer le service d'aqueduc du secteur Lac-des-Écorces, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de ce secteur et qui est desservi par le réseau d'aqueduc, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est le propriétaire, tel qu'établi ci-après :

202.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce ou d'industrie établis selon le règlement 110-2008 relatif à la réglementation pour le service d'aqueduc.

ET, en vertu des règlements 009-2003, 061-2005 et 105-2008, la compensation pour la dette d'eau potable doit être suffisante pour couvrir complètement les échéances annuelles en capital et intérêts exigibles. Donc, la compensation pour la dette de l'eau potable est fixée à :

203.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce ou d'industrie et terrains vacants desservis par le service d'aqueduc pour les contribuables obligés aux règlements 009-2003, 61-2005 et 105-2008.

Secteur Val-Barrette

Aux fins de financer le service d'aqueduc du secteur Val-Barrette, il est imposé et sera exigé en conformité avec le règlement 110-2008, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de ce secteur et qui est desservi par le réseau d'aqueduc, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est le propriétaire, tel qu'établi ci-après :

230.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce, d'industrie.

ET, tel que le stipule les règlements d'emprunts numéro 016-2003 et 074-2006 pour le secteur Val-Barrette, la compensation pour la dette de l'eau potable doit être suffisante pour couvrir complètement les échéances annuelles en capital et intérêts exigibles. Donc, la compensation pour la dette de l'eau potable est fixée à :

146.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce ou d'industrie. Cette compensation est également exigée pour les terrains vacants desservis par le service d'aqueduc.

Article 8 **Égout**

Secteur Lac-des-Écorces

Aux fins de financer le service d'égout du secteur Lac-des-Écorces, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de ce secteur et qui est desservi par le réseau d'égout, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est le propriétaire, tel qu'établi ci-après :

133.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce ou d'industrie.

ET, tel que le stipule le règlement d'emprunt numéro 129-2010 pour le secteur Lac-des-Écorces, la compensation pour la dette du remplacement des conduites d'égout et d'aqueduc sur l'avenue de l'Église doit être suffisante pour couvrir soixante-quinze (75%) pour cent des échéances annuelles en capital et intérêts exigibles. Donc, la taxe spéciale d'égout pour le secteur Lac-des-Écorces est de :

61.00\$ par logement, habitation, chalet, commerce, industrie et terrain vacant desservis par le service d'égout.

Secteur Val-Barrette

Aux fins de financer le service d'égout du secteur Val-Barrette, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de ce secteur et qui est desservi par le réseau d'égout, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est le propriétaire, tel qu'établi ci-après :

123.00\$ par unité de logement, d'habitation, de chalet, de commerce ou d'industrie.

ET, tel que le stipule le règlement d'emprunt numéro 152-2011 pour le secteur Val-Barrette, la compensation pour la dette des travaux de mise à niveau du traitement des eaux usées secteur Val-Barrette doit être suffisante pour couvrir les échéances annuelles en capital et intérêts exigibles. Donc, la taxe spéciale d'égout pour le secteur Val-Barrette est de :

58.00\$ par logement, habitation, chalet, commerce, industrie et terrain vacant desservis par le service d'égout.

Article 9 **Signalisation d'urgence 911**

Aux fins de financer la pose de signalisation d'urgence 911 des immeubles situés sur le territoire rural de la municipalité de Lac-des-Écorces, il est imposé et sera exigé de chaque nouveau propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire rural conformément au règlement no : 93-2007 (soit à l'extérieur des périmètres d'urbanisation) , un tarif de compensation, tel qu'établi ci-après :

25.00\$ par adresse civique.

Article 10 Nombre et dates des versements

Toutes les taxes municipales peuvent être payées, au choix du débiteur, en un (1) seul versement ou en quatre (4) versements égaux, lorsque dans un compte, le total de ces taxes est égal ou supérieur à 300.00\$.

La date ultime où peut être fait le premier versement des taxes municipales est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes.

La date ultime où peut être fait le deuxième versement est le 1^{er} juillet.

La date ultime où peut être fait le troisième versement est le 1^{er} septembre.

La date ultime où peut être fait le quatrième versement est le 1^{er} novembre.

Article 11 Paiement exigible

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement et porte intérêt.

Article 12 Autres prescriptions

Toutes taxes ou compensations municipales supplémentaires découlant d'une modification du rôle d'évaluation peuvent également être payées en quatre versements égaux si le total du compte est égal ou supérieur à 300.00\$.

Dans ce cas, la date ultime où peut être fait le premier versement de taxes municipales est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes.

La date ultime où peut être fait le deuxième versement est quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'échéance du premier versement.

La date ultime où peut être fait le troisième versement est soixante (60) jours suivant l'échéance du deuxième versement.

La date ultime où peut être fait le quatrième versement est soixante (60) jours suivant l'échéance du troisième versement.

Article 13 Taux d'intérêts sur les arrérages

À compter du moment où les taxes deviennent exigibles, tout solde impayé porte intérêt au taux de quinze **(15%)** pour cent par année.

Ce taux s'applique également à toutes les créances impayées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, ainsi que sur toute autre somme due.

Article 14 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi, soit le jour de sa publication faite le 10 décembre 2014.

Avis de motion # 2014-11-5479 donné le 10 novembre 2014

Règlement # 184-2014 adopté le 8 décembre 2014 – Résolution 2014-12-5509

Avis de promulgation donné le 10 décembre 2014

Pierre Flamand, maire

Jean Bernier, Secrétaire-trésorier